

Wirecard - Le paiement à l'épreuve

Alexandra Oubrier, avec Frédérique Garrouste [Twitter](#) — 16/07/2020 — L'AGEFI Hebdo

Bousculé par la faillite d'une fintech pourtant prometteuse, le monde du paiement pourrait accélérer sa consolidation.

- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Facebook](#)
- [E-mail](#)
- [Imprimer](#)



Markus Braun, ancien directeur général de Wirecard, a été arrêté puis libéré le 23 juin après une nuit de garde à vue contre une caution de 5 millions d'euros. (Bloomberg)

Fraude, escroquerie, blanchiment d'argent... Il manque 1,9 milliard d'euros dans les comptes de Wirecard, raison de sa faillite. Plusieurs régulateurs enquêtent. Le dossier n'est pas clair, mais la société a bel et bien construit une technologie et un portefeuille clients de valeur. Pour preuve, une centaine d'investisseurs sont prêts à reprendre une part des activités de Wirecard.

Fondée en 1999 près de Munich, Wirecard a constitué une offre de prestataire de services de paiement (PSP) couvrant schématiquement l'acquisition de paiements, l'émission de cartes et le *processing* des opérations. Elle est également membre de Visa et de Mastercard. Parmi ses 25.000 clients : des *fintech*, des néobanques, des banques traditionnelles et des commerçants. Présente dans 26 pays, la société compte 5.100 employés et affirme réaliser un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros. Elle a connu une très forte croissance depuis 2012 et le décollage du paiement mobile : « *C'est l'une des premières entreprises à avoir proposé Alipay et Wechatpay en Europe*, estime Michel Khazzaka, directeur *blockchain* et paiements innovants d'Azzana Consulting. *Elle surfe sur cette vague du paiement mobile, ce qui lui a permis de gagner une bonne place sur le marché de l'acquisition.* » Sa croissance et sa valorisation l'ont propulsée au DAX allemand en septembre 2018, à la place de Commerzbank.

Tentaculaire

Cette croissance s'appuie sur une organisation complexe, avec la création de plusieurs sociétés dont certaines seulement sont régulées. En Allemagne, Wirecard AG, un prestataire technologique non régulé, côtoie Wirecard Bank, supervisée par la Bafin, qui n'est pas touchée par la faillite. Au Royaume-Uni, Wirecard Cards Solutions Ltd est agréé comme émetteur de monnaie électronique.

Le retrait par la Financial Conduct Authority (FCA) de l'autorisation d'exercer ses activités a provoqué un stress soudain le 26 juin : les clients de la société, 70 *fintech*, ont vu leurs propres clients dans l'impossibilité d'utiliser leur compte et leurs moyens de paiement. La FCA a voulu protéger les fonds des clients de la filiale anglaise d'un éventuel rappel par la société mère mise en faillite le jour précédent. Après audit de la société, l'autorité britannique a permis à Wirecard Cards Solutions de reprendre le cours de ses activités, le 30 juin.

Mais le mal était fait. Revolut, Pockit, Soldo, Anna Money, Holvi, Curve utilisaient les services de Wirecard à des degrés divers, selon Finextra, ce qui les a contraints à recommander à leurs clients d'autres moyens de paiements ou à trouver eux-mêmes une alternative dans l'urgence. Shachar Bialick, CEO de Curve, un agrégateur de cartes bancaires qui compte 1,4 million de clients au Royaume-Uni et en Europe, a raconté par exemple lors d'une matinée de l'Acsel (association de l'économie numérique) comment son entreprise avait réussi à basculer vers Check-Out, un autre prestataire, en un temps record et rétabli ses services basiques en moins de trois jours. Mastercard et Visa ont pu aider discrètement les entreprises bloquées afin de protéger leurs clients commerçants et consommateurs.

En France, Wirecard était peu présent. Ce qui explique que l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ne soit pas intervenue, mais reste vigilante. Côté émission, Orange Bank était cliente de Wirecard pour le paiement mobile (ApplePay, GooglePay) mais travaille depuis plusieurs mois à une nouvelle gamme de cartes s'appuyant sur de nouveaux partenaires. La commercialisation est prévue à partir d'octobre 2020 et les clients en portefeuille seront migrés d'ici à la fin de l'année. Orange Bank sera émettrice à part entière des cartes digitales enrôlées dans ApplePay et GooglePay, mettant fin à l'intervention de Wirecard. Transcash, client de la filiale britannique de Wirecard depuis 2018 selon ZDnet, interroge d'autres prestataires pour organiser sa migration : les 150.000 cartes prépayées de ses clients ont été bloquées. Mooncard, *fintech* spécialiste de la gestion des notes de frais, évolue vers une nouvelle solution reposant sur ses partenaires historiques, Paynovate/Loyaltek, après plus d'un an de travail pour mieux maîtriser la chaîne de paiement et offrir plus de services.

Trezor, plate-forme de *bank as a service* désormais dans le giron de la Société Générale, émetteur de monnaie électronique et fournisseur de nombreuses *fintech* françaises (Lydia, Qonto, Zelf, etc.), constitue une alternative pour les clients français de Wirecard. « *Nous traitons ces demandes avec recul*, explique Eric Lassus, CEO de Trezor. *Notre modèle, à l'instar de Wirecard WCS, repose sur une intégration étroite de la technologie et de la conformité réglementaire. Il garantit la robustesse de notre solution et protège nos clients. Nous sommes effectivement en capacité d'accueillir rapidement de nouveaux projets, à condition qu'ils adhèrent à cette démarche qualitative.* »

Wirecard avait abordé récemment le marché français de l'acquisition. Il s'était notamment allié au Crédit Agricole pour la gestion des paiements en ligne des commerçants, mais le partenariat ne s'est pas concrétisé. Dans les trésoreries d'entreprise, sa faillite n'a pas créé de bouleversement. « *D'après nos renseignements, les services de Wirecard ont continué d'être assurés depuis la révélation de la fraude, et les clients des plates-formes d'e-commerce n'ont pas été affectés par l'affaire*, indique Ignacio Sanchez-Miret, président de la commission Fintech de l'AFTE (Association française des trésoriers d'entreprise). Les trésoriers envisagent tout de même une solution de remplacement. « *Le recours à un fournisseur de services venu d'Allemagne rassurait les financiers des groupes clients de Wirecard*, indique Ignacio Sanchez-Miret. *Nous allons sans doute réfléchir à nos critères de choix à l'avenir.* »

Moins de concurrence

Autant que juridiques, les problèmes posés aux clients de Wirecard sont pratiques. « *Les grands groupes, mêmes agiles, ne peuvent pas changer du jour au lendemain un prestataire de paiement*, remarque Isabelle Charlier, vice-présidente de la commission monétaire de l'AFTE. *Les trésoriers gèrent du risque, celui de contrepartie et de fiabilité du prestataire est primordial.* » Dans les PME et ETI, cibles premières de Wirecard, s'il faut du temps pour ne pas perturber le parcours client, « *la mise en place d'autres solutions n'est pas très complexe. Et il existe plusieurs prestataires alternatifs, des solutions directes comme PayPal aux coûts plus élevés, ainsi que les offres des banques* », expose Ignacio Sanchez-Miret. Wirecard traitait plusieurs solutions de paiement et types de cartes, un avantage. Avec sa disparition, le jeu de la concurrence se réduit. Les clients de Wirecard devraient se reporter vers ses concurrents avec une exigence de solidité financière renforcée.

Si les réglementations sur la protection des fonds sont bien appliquées, ils ne perdront pas leurs avoirs. Mais les régulateurs pourraient aussi vouloir étendre leur champ de contrôle à des acteurs non régulés jusqu'ici. Le président de la Banque des règlements internationaux, Agustín Carstens, s'interroge sur un renforcement de la réglementation. La Bafin cherche surtout à justifier son absence de contrôle sur la partie non régulée de Wirecard. La FCA, en revanche, a fermement rappelé aux établissements de paiement et émetteurs de monnaie électronique leurs obligations de conformité et de protection des clients, et s'est dit prête à intervenir immédiatement en cas de manquement. En France, la sévérité de l'ACPR apparaît finalement comme salutaire.

LA VAGUE AVANT LA PLONGÉE

Le cours de Bourse de Wirecard sur 5 ans

